

L'Ouganda réussit l'éducation primaire universelle

Amorcée il y a trois ans, la stratégie ougandaise d'éducation gratuite pour tous - l'enseignement primaire universel - commence à porter ses fruits. Le taux de scolarisation a augmenté alors que partout dans le pays, les enfants sont plus nombreux à aller à l'école. " Je suis heureux de pouvoir maintenant envoyer mes quatre enfants à l'école. Je ne paie que leurs uniformes et parfois leurs cahiers.

Ce système aidera certainement les habitants de ma région ", se félicite Vincent Oyat, qui vit de la culture du sésame et de la pêche sur les rives du lac Kyoga, dans l'arrondissement d'Apac. Ses enfants fréquentent une école toute proche, située à environ trois kilomètres de sa maison. Ce programme d'enseignement primaire universel (EPU) fut introduit en Ouganda en janvier 1997 dans le cadre d'une politique gouvernementale visant à fournir une éducation primaire gratuite à quatre enfants dans chaque famille, y compris aux enfants orphelins et handicapés. L'Ouganda espère que cette initiative aura un impact énorme sur l'avenir de l'éducation dans le pays.

En lançant cette initiative, les responsables étaient conscients des implications financières et de la nécessité de pourvoir une éducation fondamentale de

qualité. L'enthousiasme avec lequel le pays tout entier répondit à cette mesure posa certains problèmes au niveau du personnel et des matériels éducatifs. Les effectifs augmentèrent de manière spectaculaire, passant de 2,5 millions en 1997 à 6,5 millions aujourd'hui.

Dans certaines parties des régions centrales de l'Ouganda, l'engouement fut tel que certaines classes durent se tenir sous les arbres. Dans les centres urbains, les écoles subventionnées par les pouvoirs publics connurent également une envolée des effectifs. Cela a amené l'opposition politique à se poser des questions sur la qualité de l'enseignement délivré dans le cadre du plan gouvernemental. Les responsables de l'éducation et les décideurs ougandais sont convaincus qu'avec un tel retentissement, il est nécessaire d'établir un cadre d'action permettant de réorienter les efforts et de faire face aux défis à venir. Un Plan d'investissement pour le secteur de l'éducation (ESIP) a été élaboré pour la période 1997-2003. Ce plan a été approuvé en décembre 1998. Le gouvernement affirme qu'il s'appuie sur un Livre Blanc gouvernemental, publié en 1992, qui analyse le Rapport de la Commission d'étude sur les politiques éducatives. Le président ougandais, Yoweri Museveni, ardent

défenseur du programme EPU qu'il a utilisé dans sa stratégie de campagne lors des élections présidentielles de 1996, estime que cette initiative aidera à éliminer la pauvreté. L'argument est que le plan ESIP fournit un cadre d'investissement permettant de réaliser cet objectif d'éradication par le biais du secteur éducatif. Les bons résultats du programme EPU sont dus en partie aux efforts constants déployés au niveau politique pour sensibiliser les parents aux avantages de l'éducation primaire gratuite. Les Commissaires d'arrondissement résidents et les Inspecteurs académiques d'arrondissement ont été au cœur de l'exécution du programme et ont assuré son succès à l'échelle du village. Les différentes autorités locales sont d'accord sur le fait que le programme doit être étroitement supervisé pour qu'il puisse bénéficier pleinement à l'ensemble de la population. L'Ouganda est actuellement confronté à trois défis majeurs:

l'accès, l'équité et l'efficacité. L'objectif est donc de développer le secteur éducatif pour accueillir un plus grand nombre d'apprenants et éliminer les disparités au sein du système éducatif en termes d'accès et de performance, en particulier les déséquilibres entre les sexes et les régions. L'Ouganda s'est en outre particulièrement attaché à développer l'enseignement secondaire et d'autres sous-secteurs pour absorber les élèves ayant terminé leur scolarité primaire. Bien que l'administration centrale ait attribué aux arrondissements des subventions principalement destinées à l'EPU, l'intérêt suscité par le programme a entraîné la participation des parents dans la construction des écoles, la fabrication de briques et la fourniture de terrains pour les agrandissements nécessaires. Outre la construction de 52.000 nouvelles salles de classe et de 12.000 autres qui seront achevées avant la fin de l'année, le pays vise un ratio élève-manuel scolaire de 1:1. On a également mis l'accent sur la formation continue des enseignants afin que ceux-ci aient les compétences nécessaires pour fournir un enseignement de qualité. Par ailleurs, on portera une attention particulière à l'éducation secondaire avec l'objectif d'avoir une école secondaire dans chaque sous-comté. Dans ce contexte de développement de la scolarisation primaire universelle et d'augmentation des effectifs, il est prévu de construire 850 écoles professionnelles d'enseignement technique destinées à fournir des compétences de base aux élèves qui ont terminé leurs études primaires. Les sous-secteurs de l'enseignement professionnel et supérieur sont également inclus dans le plan d'investissement ESIP. Bien qu'aucun budget spécifique n'ait été alloué, le gouvernement déclare avoir affecté des fonds à la rénovation des établissements professionnels et des instituts d'enseignement supérieur existants comme complément au programme. Pour marquer leur engagement vis à vis de la politique d'éducation pour tous, les autorités publiques ont augmenté leurs dépenses de 30 pour cent, celles-ci passant de 44 milliards US\$ en 1996 à 136 milliards US\$ en 1998. Dès mars 1999, 6,22 milliards US\$ avaient été affectés à la construction d'écoles primaires dans huit arrondissements: Kabarole, Bugiri, Pallisa, Kiboga, Arua, Moyo, Nebbi et Adjumani. Les fonds de soutien au programme ougandais d'universalisation de l'éducation primaire ont été alloués par la Banque mondiale, le gouvernement néerlandais, l'Agence américaine pour le développement international (USAID), le Danemark et la Grande-Bretagne.

Unitef / Giacomo Piazzi

La Presse au forum

ACCREDITATION - Les journalistes résidant au Sénégal sont accrédités par une commission locale de presse et leurs badges établis par la Gendarmerie nationale, au Méridien président, site de la réunion.

Les journalistes résidant à l'extérieur sont accrédités par le service de presse de l'UNESCO (Paris).

SALLE MULTIMEDIA - Une salle équipée d'une cinquantaine de postes de travail, de 20 ordinateurs dont 5 connectés à Internet et au E-mail est aménagée sur les lieux de la conférence et exclusivement réservée à la presse accréditée. Un écran géant de télévision assure, dans cette même salle de presse, la retransmission simultanée des débats.

DOCUMENTATION - Tous les documents et communiqués du forum destinés à la diffusion, seront quotidiennement fournis dans la salle de presse, sous la supervision de deux bureaux érigés sur le lieu du forum.

BRIEFING - Un briefing général est programmé le mardi 25 avril à 15 heures, sur les lieux du forum. Un point de presse quotidien est organisé, tous les jours, du 26 au 28 avril par M. Djibril Diallo, fonctionnaire du programme des Nations unies pour le développement (Pnud), porte-parole du forum.

Une ultime conférence de presse est prévue le vendredi 28 avril à l'issue des travaux.

Exclusion et violence perturbent les programmes

Suite de l'page 4

Mais elle a insisté : « Et sur la deuxième chaîne ? » « Des bêtises, c'est tout », ai-je répondu et j'ai couru au premier. » Sue a appris à lire, mais un quart des adultes de douze des pays les plus riches du monde sont toujours incapables de remplir un chèque ou de lire une ordonnance - une honte pour des systèmes éducatifs évolués.

Même dans les pays aisés, l'éducation n'est plus un passeport pour l'emploi. Le taux moyen de chômage chez les moins de 25 ans de l'Union européenne est de 21,5 %. « On étudie, on fait des sacrifices, et qu'est-ce qu'on a au bout du compte ? Rien, » constate Rachida Bensmilil, 22 ans, élève d'une école de commerce parisienne.

L'aliénation d'un nombre toujours croissant d'adolescents qui ont « perdu les pédales » dans la société, et ne sont plus ni à l'école ni au travail, exige des mesures d'urgence, dans cette aliénation constitue une menace pour la cohésion sociale.

Un rapport de 1999 de l'OCDE montre que leur pourcentage varie de 4,3 % au Danemark à 19,4 % au Royaume-Uni. Pour eux, l'école est synonyme d'impasse. « Des écoles de la deuxième chance », un projet pilote financé par la Commission européenne et ses partenaires publics et privés, ont été mises en place dans plusieurs pays de l'Union européenne. Elles s'efforcent d'aider les 18-22 ans qui ont abandonné l'école à reprendre un nouveau départ.

L'Europe centrale et orientale est confrontée à d'autres types de problèmes. Le bilan régional confirme que la crise économique a profondément détérioré la qualité de l'éducation. Si la fréquentation scolaire au niveau primaire est restée stable, du fait des problèmes démographiques et économiques, l'éducation préscolaire est en fort déclin (le nombre d'enfants inscrits a chuté de 21 millions en 1990 à 12 millions en 1998). « Notre chauffage est vétuste et les fréquentes coupures de courant rendent son utili-

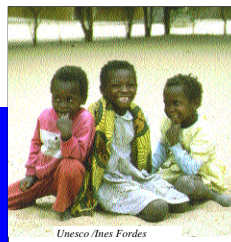
sation dangereuse, » explique Aishe Chabanova, une directrice ukrainienne qui fait toutes les nuits le cauchemar que son école explose.

Aux Etats-Unis, le phénomène inquiétant des fusillades dans les lycées et les collèges s'est même propagé aux écoles primaires - comme le montre le cas de cet enfant de six ans abattu par un de ses petits camarades. Télésurveillance et gardiens en uniforme ont fait leur apparition dans de nombreux établissements.

Des élèves ont voulu mettre le feu à l'école de banlieue où enseigne Chantal Collin, près de Paris. D'autres ont déjà

fait de la prison. La violence, pense Chantal, naît du manque de confiance en soi et des échecs répétés.

Elle tente d'y remédier par des projets et des activités qui permettent d'instaurer un climat de confiance avec les élèves. Mais peu d'enseignants ont sa conviction et, dans leur majorité, ils ne sont pas formés à répondre aux agressions.



Unesco / Anes Fordes

Lacunes et avancées

L'éducation de base dans le monde offre un tableau contrasté. Selon certains experts, les années 1990 ont traversé une crise éducative, avec 113 millions d'enfants non scolarisés, une discrimination généralisée à l'égard des filles, près d'un milliard d'adultes analphabètes - surtout des femmes -, des écoles délabrées et une pénurie d'enseignants qualifiés et de matériels éducatifs, même si d'autres rappellent que le nombre des enfants scolarisés a considérablement augmenté - passant de 599 millions en 1990 à 681 millions en 1998 - et que de nombreux pays approchent maintenant, pour la première fois, de la scolarisation primaire totale.

Alors que les bailleurs sont critiqués pour le relâchement de l'aide au développement, des pays tels que le Bangladesh, le Brésil et l'Egypte consacrent près de 6 % de leur produit national brut (PNB) à l'éducation.

Dans certains pays d'Afrique, l'éducation absorbe jusqu'à un tiers du budget de l'Etat, même si plusieurs déboursent autant pour le service de la dette que pour la santé et l'éducation de base prises ensemble.

On sait que des pays tels que le Cap Vert, le Malawi, l'Ile Maurice, l'Afrique du Sud et le Zimbabwe ont atteint jusqu'à 90 pour cent d'inscriptions primaires. Toutefois, les abandons ont été beaucoup trop fréquents, atteignant dans certains pays le tiers de l'effectif global.

Les disparités qualitatives sont également considérables : d'un côté, des systèmes éducatifs pétris de conventions et totalement coupés des préoccupations des jeunes, de l'autre, une floraison d'initiatives qui réussissent à adapter l'éducation aux besoins locaux et à apporter aux populations marginalisées une formation aux compétences de base et aux activités génératrices de revenus.

Les nouveaux médias et les réseaux virtuels commencent également à secouer la poussière qui recouvre les systèmes éducatifs.